

**Philippe TREMBLAY**  
vice-président, juge des libertés et de la  
détention

N°RG : N° RG [REDACTED] -  
N° Portalis DBYB-W-B7E-MVC4

Minute n° : [REDACTED]

Nous Philippe TREMBLAY, Vice-président au tribunal judiciaire de Montpellier, Juge des libertés et de la détention assisté de Julie BARALE, greffier,

Vu la décision d'admission en soins psychiatriques contraints prise par le directeur de l'hôpital de Sète en date du 22 Juin 2020 à la demande de Monsieur [REDACTED],

concernant : **Monsieur [REDACTED]**  
né le 29 Juin [REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]

Vu la saisine en date du 29 Juin 2020 de M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DU BASSIN DE THAU et les pièces jointes à la saisine,

Vu les avis d'audience adressés le 29 Juin 2020 à :

- Monsieur le Procureur de la République
- M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DU BASSIN DE THAU
- Monsieur [REDACTED]
- Monsieur [REDACTED]

Vu l'avis de monsieur le Procureur de la République en date du 30 Juin 2020,

Après avoir entendu le 1<sup>er</sup> juillet 2020 à 9h50, dans les locaux spécialement aménagés de l'hôpital, Monsieur [REDACTED] assisté de Me Marion DIEVAL, avocat désigné d'office,

Vu les observations présentées oralement par Me Marion DIEVAL,

L'avocat de l'intéressé a consulté la procédure et s'est entretenu librement avec Monsieur [REDACTED].

L'intéressé a été informé qu'il peut lui-même consulter la procédure.

L'intéressé déclare :  
Je suis à l'hôpital pour troubles psychiques.

Lecture est faite du certificat médical d'admission.

Vous me demandez si j'étais déjà à l'hôpital quand j'ai eu un comportement hétéro-agressif, oui. Il y a un patient que j'ai frappé, c'était plus fort que moi et il y a un autre que j'ai failli frappé mais je ne l'ai pas frappé, je me suis arrêté.  
Je me sens mieux depuis que je suis à l'hôpital. Oui, je suis bien soigné.

Lecture est faite des certificats médicaux à 24H et à 72H

Oui, j'ai culpabilisé. Je regrette vraiment. Mais on a fait la paix et là, on se reparle.  
Sur la demande de maintien en hospitalisation sous contrainte : Non, moi, je préfère prendre des cachets dehors, chez moi tranquillement. Sinon, si vous voulez voir vraiment que je les prends, envoyez une femme qui vient chez moi tous les jours pour que je les prenne devant elle pour que vous soyez sûr que je les prends. Dès que je prends mon traitement, ça va.

Entendu le conseil de l'intéressé en ses observations :

- 1<sup>er</sup> moyen : Certificat médical initial : absence de mention de l'absence de lien de parenté ou d'alliance avec le patient (certificat initial établi par le [REDACTED]).

Mention : Le président demande à M. [REDACTED] s'il connaît le Dr Serra [REDACTED] et qu'il a un lien de parenté ou d'alliance avec le Dr URETEN.

Le patient : NON.

Me DIEVAL :

- 2<sup>ème</sup> moyen : La décision initiale d'admission n'est pas datée et motivée.
- 3<sup>ème</sup> moyen : Le certificat médical des 72H est également signé par le [REDACTED], or l'art L3211-2 CSP explique qu'on ne peut pas avoir le même médecin pour le certificat d'admission et 24H et 72H.
- 4<sup>ème</sup> moyen : Le certificat 72 H ne permet pas de constater l'existence de troubles mentaux.
- 5<sup>ème</sup> moyen : Notification des droits du patient faite le 26/06, soit après 4 jours.
- 6<sup>ème</sup> moyen : La décision de maintien ne mentionne pas la durée de la mesure prise, n'est pas motivée, aucune mention sur le fait que les observations du patient ont été recueillies et on ne sait pas trop qui a signé et si une délégation de pouvoir a été prise.

La décision a été mise en délibéré au 1<sup>er</sup> juillet 2020 après-midi.

### **MOTIFS DE LA DÉCISION**

L'article L3211-2-2 du code de la santé publique dispose que, dans les vingt-quatre heures suivant l'admission, un psychiatre de l'établissement d'accueil établit un certificat médical constatant son état mental et confirmant ou non la nécessité de maintenir les soins psychiatriques sans consentement. Ce psychiatre ne peut être l'auteur du certificat médical sur la base duquel la décision d'admission a été prononcée. Dans les soixante-douze heures suivant l'admission, un nouveau certificat médical est établi dans les mêmes conditions que celles prévues à l'alinéa précédent.

L'article L3216-1 du même code dispose que l'irrégularité affectant une décision administrative de soins sans consentement n'entraîne la mainlevée de la mesure que s'il en est résulté une atteinte aux droits de la personne qui en faisait l'objet.

L'avocate du patient indique notamment que le certificat des 72 heures a été établi par le psychiatre auteur du certificat médical sur la base duquel la décision d'admission a été prononcée.

Ce certificat des 72 heures a, en effet, été établi par le docteur [REDACTED], psychiatre auteur du certificat d'admission.

Cette irrégularité porte atteinte aux droits du patient dans la mesure où celui-ci conteste cette hospitalisation sans consentement tandis qu'un autre psychiatre aurait éventuellement pu conclure à l'absence de nécessité d'une telle hospitalisation.

Il convient, par conséquent, d'ordonner la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète dans un délai maximal de 24 heures.

### **EN CONSEQUENCE**

Statuant publiquement et en premier ressort,

Rejetons la demande de maintien en hospitalisation complète formulée par M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DU BASSIN DE THAU à l'égard de Monsieur [REDACTED] et ORDONNONS la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète dans un délai maximal de 24 heures (art L3211-12 III du Code la santé publique)

Rappelons que le Procureur de la République dispose d'un délai de 6 heures à compter de la notification pour faire appel de la décision de la mainlevée.

Rappelons qu'appel peut être interjeté de cette décision dans un délai de dix jours de sa notification, par déclaration écrite motivée transmise par tout moyen au greffe de la cour d'appel.

Ainsi rendue le 01 Juillet 2020 par Philippe TREMBLAY, Vice-président, juge des libertés et de la détention assisté de Julie BARALE, greffier qui l'ont signée.

Le greffier,

Le juge des libertés et de la détention